

AP-OTAN



L'Assemblée parlementaire de l'OTAN, en collaboration avec l'Assemblée nationale de l'Arménie, a débuté son 89e **séminaire Rose-Roth** à Erevan intitulé : *"la sécurité et la stabilité dans le Caucase du Sud : Promouvoir la paix à long terme dans la région."*

C'est le troisième séminaire de ce type qui a eu lieu en Arménie, toutefois il diffère des précédents par le contexte dans lequel il s'est tenu : - une confrontation accrue entre l'Occident et la Russie ; le Caucase du Sud est connu pour être l'un des «objets» de confrontation ; et l'influence dans la région est déterminée par ceux qui assurent sa sécurité.

Malgré le fait que l'Arménie soit membre de l'OTSC dirigée par la Russie, elle entretient des liens étroits avec l'OTAN. Cette position ne jouit pas de l'approbation de la Russie, toutefois, comme le dit le ministre arménien de la Défense Seyran Ohanian : «l'Arménie peut devenir un pont entre l'OTAN et l'OTSC.»



Il est à noter qu'au même moment à Moscou, le Secrétaire général de l'OTSC, **Nikolai Bordyuzha**, tenait une conférence de presse, en parallèle avec des journalistes en Arménie à travers Skype. Il a indiqué qu'en cas d'aggravation de la situation en Arménie, Erevan a le droit de recevoir l'assistance nécessaire de l'OTSC ; quant à vente d'armes par la Russie à l'Azerbaïdjan, Moscou procédait du principe de la parité.

Les analystes ont interprété ces déclarations comme quoi la Russie a un droit de monopole sur la sécurité en Arménie et en Azerbaïdjan. On notera que la Géorgie voisine vient de signer avec la France un important contrat sur la fourniture de systèmes de défense antimissile ; et que l'Azerbaïdjan essaie de garder une position neutre, se tenant éloigné de l'Occident.

Le séminaire a abordé la menace de l'État islamique au Moyen-Orient et sur leurs voisins. Le même sujet a également été abordé lors de la conférence de presse de Bordyuzha, qui a déclaré que l'OTSC envisage

cette question dans la perspective de l'augmentation du recrutement par ISIS de citoyens de la CEI : "Deux ou trois mille personnes sont une force qui pourrait être utilisée pour déstabiliser la situation dans nos pays».



Au cours du séminaire **Seyran Ohanian** a déclaré que l'OTAN doit jouer un rôle clair dans l'exclusion de menaces pour le Caucase du Sud provenant de l'extérieur de la région. Selon lui, l'Alliance doit montrer une approche équilibrée à l'égard des pays de la région, en particulier en relation avec les parties en conflit.

À la demande d'un délégué allemand, le ministre arménien des Affaires Etrangères a présenté les approches de l'Arménie pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh.



Le ministre arménien des Affaires Etrangères, **Edouard Nalbandian**, a indiqué qu'Erevan apprécie l'aide apportée par l'OTAN à la mission de médiation de l'OSCE, qui est exclusivement destinée à un règlement pacifique du conflit du Karabakh. "Cependant, inacceptables sont les libellés distincts qui ne correspondent pas à la

position du Groupe de Minsk de l'OSCE, et qui se trouvent dans certains documents de l'OTAN", a déclaré Nalbandian.

Le ministre faisait apparemment référence aux propos de l'OTAN portant exclusivement sur le principe de l'intégrité territoriale des nations, alors que les propositions des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE se réfèrent à l'égalité des trois principes du droit international - l'intégrité territoriale, l'autodétermination des peuples et le non-usage de la force.

Il a souligné la nécessité d'avoir des mesures concrètes proposées par les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, plutôt que des propositions formelles. C'est le seul conflit international où trois Etats - Russie, Etats-Unis et France - montrent une approche unanime en termes de règlement.

«Les cinq déclarations importantes [des trois Etats] pour le règlement du conflit, ne sont pas de simples appels à la coexistence pacifique, mais plutôt des propositions bien réfléchies.

Après chacune des déclarations, l'Arménie a exprimé sa volonté d'un règlement sur la base de ces propositions. L'approche de l'Arménie est conforme à celle de la communauté internationale, en particulier des coprésidents,» a indiqué le ministre.

Parlant de la position de l'Azerbaïdjan, il a noté que Bakou a rejeté toutes les propositions, qu'il maintient une approche contre-productive, accompagnées de violations régulières de la trêve. D'autre part, Bakou a profité de formulations contradictoires, affirmant que la communauté internationale soutenait l'Azerbaïdjan, alors qu'aucun soutien réel n'a jamais été annoncé.

«La partie arménienne ne cherche pas le soutien des nations, par opposition à l'Azerbaïdjan. La position de la partie arménienne a toujours été que la communauté internationale doit soutenir les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE,» a-t-il conclu.

(...)



«Il y a d'autres principes et il y a des circonstances qui ne permettent pas que le conflit du Haut-Karabakh soit réglé uniquement sur la base du principe de l'intégrité territoriale,» a déclaré le vice-ministre de Affaires étrangères arménien, **Achod Hovaguimian**, répondant aux remarques du député

tchèque Milan Šarapatka que le temps était compté contre l'Arménie et qui s'interrogeait pour savoir si l'Arménie était prête à retourner les «territoires occupés pour des objectifs stratégiques."

"Nous parlons d'un règlement pacifique du conflit. Le retour d'un territoire n'est pas une concession mutuelle; c'est une solution unilatérale de la question. Si nous continuons de cette façon, nous ne pourrons pas parvenir à solutionner le problème. Je rappelle que le règlement du conflit du Karabakh doit être basé sur des concessions bilatérales,» a précisé le vice-ministre.

(...)



L'ancien coprésident français du Groupe de Minsk de l'OSCE, **Jacques Faure**, a déclaré pour sa part que le retour du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan est impossible.

"Il n'y a que des Arméniens vivant dans le Haut-Karabakh et ils ne veulent pas changer leur statut. Par conséquent, le retour du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan n'est pas réaliste.

()... Je suis en désaccord avec l'opinion que le Groupe de Minsk ne parvient pas à prendre des mesures décisives pour résoudre le conflit du Karabakh. Les médiateurs coordonnent leurs actions avec le calendrier des dirigeants des parties en conflit. Si les présidents n'ont pas le temps, les médiateurs ne peuvent rien faire. Il est nécessaire de faire preuve de volonté politique et de faire des concessions mutuelles.

Une des raisons pour lesquelles le conflit du Haut-Karabakh reste en suspens est le manque de confiance entre les parties. Le manque de volonté politique des chefs d'Etat pour des concessions mutuelles en est une autre. Les processus politiques internes se traduisent par l'absence de volonté politique. Les dirigeants des deux Etats craignent la critique. Il faut qu'à un certain moment, les deux parties renoncent à quelque chose en échange de quelque chose d'autre.

()... L'Arménie a raison d'insister sur la pleine conformité entre ces principes internationaux - non-usage de la force, le droit à l'autodétermination des peuples et l'intégrité territoriale. L'Azerbaïdjan, au contraire, est focalisé uniquement sur le principe d'intégrité territoriale.

Lors de la réunion présidentielle arméno-azerbaïdjanaise de l'année dernière à Paris, les deux parties ont admis que le conflit en suspens du Haut-Karabakh est utilisé par l'Azerbaïdjan comme «un facteur temps pour tirer profit de la disproportion démographique dans la région». L'Azerbaïdjan compte une population de 9 millions, tandis que celle de l'Arménie s'élève seulement à 3 millions, avec une disproportion démographique qui va croissant. De plus, Bakou cherche également à profiter de ses bénéfices pétroliers et énergétiques, qui lui permettent depuis des années d'acheter massivement des armements.

Chacun des côtés mentionne des engagements qui ne sont pas mis en œuvre, comme l'hostilité du côté opposé, en dépit du fait qu'éviter les affrontements est l'une des principales tâches du processus international confié au groupe de Minsk,» a-t-il déclaré.

Beaucoup supposent que l'Azerbaïdjan aura de nouveau recours à la violence après les Jeux européens, mais l'ancien coprésident a ajouté : «L'Azerbaïdjan perdra beaucoup dans ce cas. Tout d'abord, il perdra sa position sur la scène internationale, et personne ne sera prêt à investir dans un pays en guerre".